

Accident nucléaire = chute de l'immobilier

22 réacteurs nucléaires français auront 40 ans en 2022.

Si un accident nucléaire s'y produit en raison de l'usure de pièces impossibles à remplacer, le patrimoine immobilier français perdra immédiatement et irrémédiablement toute sa valeur. Un accident nucléaire n'a jamais de fin. S'il survient en France, tous les secteurs de l'économie seront impactés. (voir l'article « Risque nucléaire : Et la France ? » et le palmarès des villes à risque nucléaire en ligne sur www.santepublique-editions.fr)

Pour la première fois, le peuple français a la possibilité d'exprimer son avis sur le nucléaire à l'occasion des présidentielles de 2012. Quel choix ferez-vous ? Pratiquerez-vous l'abstention ou déciderez-vous de participer pour exprimer votre position à ce sujet ? (Un homme, une voix ; une femme, une voix. C'est notre droit de suffrage).

Si nous attendons 2017 pour élire un président avec un programme sérieux de sortie du nucléaire, il sera trop tard. Le recours à la sous-traitance pour les interventions de maintenance et les contrôles a eu un réel impact négatif sur la sûreté. Voter pour un candidat qui prolongera le nucléaire, c'est voter pour la catastrophe nucléaire sur le sol français. S'abstenir, c'est pareil, c'est voter pour la catastrophe.

Une autre raison de préparer cette sortie dès le prochain quinquennat, c'est qu'une vision à 30 ans ne suffit pas. Cette erreur a été commise par la génération qui nous a précédé et nous en subissons les conséquences aujourd'hui. Ce dont nous avons besoin, c'est d'une vision à 100 ans.

Nos ancêtres nous ont montré l'exemple pour la gestion de l'eau à la fin du 19^{ème} siècle : c'est grâce à la vision à très long terme de ceux qui ont conçu, il y a 130 ans, le système d'adduction d'eau de la région parisienne, que les Franciliens ont aujourd'hui de l'eau potable au robinet. Adoptons la même vision de très long terme pour régler nos problèmes en matière d'énergie.

Accident nucléaire = chute de l'immobilier

22 réacteurs nucléaires français auront 40 ans en 2022.

Si un accident nucléaire s'y produit en raison de l'usure de pièces impossibles à remplacer, le patrimoine immobilier français perdra immédiatement et irrémédiablement toute sa valeur. Un accident nucléaire n'a jamais de fin. S'il survient en France, tous les secteurs de l'économie seront impactés. (voir l'article « Risque nucléaire : Et la France ? » et le palmarès des villes à risque nucléaire en ligne sur www.santepublique-editions.fr)

Pour la première fois, le peuple français a la possibilité d'exprimer son avis sur le nucléaire à l'occasion des présidentielles de 2012. Quel choix ferez-vous ? Pratiquerez-vous l'abstention ou déciderez-vous de participer pour exprimer votre position à ce sujet ? (Un homme, une voix ; une femme, une voix. C'est notre droit de suffrage).

Si nous attendons 2017 pour élire un président avec un programme sérieux de sortie du nucléaire, il sera trop tard. Le recours à la sous-traitance pour les interventions de maintenance et les contrôles a eu un réel impact négatif sur la sûreté. Voter pour un candidat qui prolongera le nucléaire, c'est voter pour la catastrophe nucléaire sur le sol français. S'abstenir, c'est pareil, c'est voter pour la catastrophe.

Une autre raison de préparer cette sortie dès le prochain quinquennat, c'est qu'une vision à 30 ans ne suffit pas. Cette erreur a été commise par la génération qui nous a précédé et nous en subissons les conséquences aujourd'hui. Ce dont nous avons besoin, c'est d'une vision à 100 ans.

Nos ancêtres nous ont montré l'exemple pour la gestion de l'eau à la fin du 19^{ème} siècle : c'est grâce à la vision à très long terme de ceux qui ont conçu, il y a 130 ans, le système d'adduction d'eau de la région parisienne, que les Franciliens ont aujourd'hui de l'eau potable au robinet. Adoptons la même vision de très long terme pour régler nos problèmes en matière d'énergie.

Le nucléaire, un héritage à refuser

Pierre Messmer, le Premier ministre qui engagea la France dans le tout nucléaire en mars 1974, est désormais bien à l'abri dans sa tombe. Nous avons encore le choix de refuser son héritage, pour ne surtout pas avoir à le transmettre, nous-mêmes, à nos enfants.

Le recours aux énergies renouvelables est la seule option durable. Engager résolument la France dans cette voie (Recherche & Développement et fabrication), nous évitera d'être définitivement marginalisés par les pays qui ont déjà compris la nécessité économique de ce virage, comme l'Allemagne.

Celui qui s'installera à l'Elysée en 2012 sera acculé à gérer le vieillissement du parc nucléaire : en mai 2017, 42 de nos 58 réacteurs (73 %) auront plus de trente ans (voir l'âge de la centrale la plus proche de chez vous sur www.santepublique-editions.fr).

Le futur Président aura donc la responsabilité de décider s'il faut réduire la consommation électrique, prolonger la durée d'exploitation de ces centrales, prévues pour durer 25 ans et non pas 30 ans comme on voudrait nous le faire croire, ou lancer la construction de onze nouveaux EPR, au coût unitaire de 6 milliards d'euros et dont nul ne sait *si et quand* ils fonctionneront (voir les révélations des *Dossiers du Canard Enchaîné* « Nucléaire, c'est par où la sortie ? Le grand débat après Fukushima », p. 42-44). Le *remake* du fiasco de Superphénix (*ibid.* p. 70) se profile déjà à l'horizon... Ne serait-il pas plus raisonnable d'arrêter les frais ?

Au final, le gaspillage nucléaire nous aura coûté vraiment très cher, et il coûtera de plus en plus cher. Mieux vaut élaborer sans tarder un calendrier opérationnel de remplacement du nucléaire, région par région. Soyons intelligents : sortons la France du nucléaire avant la prochaine catastrophe.

Protégeons nos enfants !

✓ Avant les présidentielles 2012, je demande à mon candidat de s'engager sur la sortie du nucléaire*

Les enquêtes de la journaliste scientifique Annie Lobé (nucléaire, ampoules basse consommation, téléphones portables, antennes-relais...) sont en ligne sur www.santepublique-editions.fr (+ modèle de lettre à lui adresser)*

À voir dès aujourd'hui, pour ne pas avoir à le regretter plus tard...

SantéPublique éditions, 20 avenue de Stalingrad, 94260 FRESNES. 25/02/2012

Le nucléaire, un héritage à refuser

Pierre Messmer, le Premier ministre qui engagea la France dans le tout nucléaire en mars 1974, est désormais bien à l'abri dans sa tombe. Nous avons encore le choix de refuser son héritage, pour ne surtout pas avoir à le transmettre, nous-mêmes, à nos enfants.

Le recours aux énergies renouvelables est la seule option durable. Engager résolument la France dans cette voie (Recherche & Développement et fabrication), nous évitera d'être définitivement marginalisés par les pays qui ont déjà compris la nécessité économique de ce virage, comme l'Allemagne.

Celui qui s'installera à l'Elysée en 2012 sera acculé à gérer le vieillissement du parc nucléaire : En mai 2017, 42 de nos 58 réacteurs (73 %) auront plus de trente ans (voir l'âge de la centrale la plus proche de chez vous sur www.santepublique-editions.fr).

Le futur Président aura donc la responsabilité de décider s'il faut réduire la consommation électrique, prolonger la durée d'exploitation de ces centrales, prévues pour durer 25 ans et non pas 30 ans comme on voudrait nous le faire croire, ou lancer la construction de onze nouveaux EPR, au coût unitaire de 6 milliards d'euros et dont nul ne sait *si et quand* ils fonctionneront (voir les révélations des *Dossiers du Canard Enchaîné* « Nucléaire, c'est par où la sortie ? Le grand débat après Fukushima », p. 42-44). Le *remake* du fiasco de Superphénix (*ibid.* p. 70) se profile déjà à l'horizon... Ne serait-il pas plus raisonnable d'arrêter les frais ?

Au final, le gaspillage nucléaire nous aura coûté vraiment très cher, et il coûtera de plus en plus cher. Mieux vaut élaborer sans tarder un calendrier opérationnel de remplacement du nucléaire, région par région. Soyons intelligents : sortons la France du nucléaire avant la prochaine catastrophe.

Protégeons nos enfants !

✓ Avant les présidentielles 2012, je demande à mon candidat de s'engager sur la sortie du nucléaire*

Les enquêtes de la journaliste scientifique Annie Lobé (nucléaire, ampoules basse consommation, téléphones portables, antennes-relais...) sont en ligne sur www.santepublique-editions.fr (+ modèle de lettre à lui adresser)*

À voir dès aujourd'hui, pour ne pas avoir à le regretter plus tard...

SantéPublique éditions, 20 avenue de Stalingrad, 94260 FRESNES. 25/02/2012